

Mexico ferait une bonne impression dans l'Union, que le cabinet de Washington, sous l'impression favorable que devait faire le départ des Français, garderait en attendant une attitude neutre, mais qu'il espérait pour la suite qu'il y aurait bientôt un changement en faveur de l'empire.

Les nouvelles optimistes, mais fausses, du comte et surtout le télégramme de Marquez, encouragèrent l'empereur. Ainsi il reçut Dano et Castelnau, qui lui dépeignirent la situation aussi sombre que possible et qui remarquèrent finalement que Bazaine était également de l'avis qu'il n'y avait rien d'autre à faire, sinon que l'empereur renonçât au trône, puisqu'il ne pouvait pas soutenir sa position avec ses propres moyens. Ils montrèrent aussi la déclaration du 8 décembre à ce sujet et qui était également signée par Bazaine. Alors Maximilien prit les derniers télégrammes de Pierron, qui parlaient des mesures à prendre, de l'intérêt du maréchal pour l'empire, de subsides, etc., et, consciemment ou inconsciemment, ceci n'est pas établi, il fit comme s'ils lui venaient de Bazaine. Castelnau fut fort embarrassé et répliqua qu'il devait laisser au maréchal la responsabilité de sa manière de procéder, mais qu'il devait soutenir que seule une résolution franche de l'empereur, de renoncer au pouvoir, pouvait sauver le Mexique de la guerre civile et de mille autres calamités.

Maximilien répondit qu'il ne pouvait pas abandonner le poste qu'on lui avait confié ; qu'il avait appelé, suivant le conseil de Napoléon, un congrès national qui se prononcerait. Lui-même s'attendait aussi à une élection de Juarez et à la proclamation de la République dans ce pays tout à fait opposé à l'idée monarchique. Il accepterait cette décision, serait le premier à féliciter l'élu et quitterait alors le pays la tête haute (1). En vain Castelnau et Dano s'efforcèrent-ils de faire comprendre à l'empereur que, dans les conditions actuelles, un congrès national était une impossibilité, que les libéraux vainqueurs ne se soumettraient jamais au verdict d'une telle assemblée. Maximilien fut inébranlable. Il se plaignit seulement de Bazaine et de ses méthodes. Cas-

(1) Voir OLLIVIER, IX, p. 109, qui utilisa les rapports de Castelnau à Napoléon III.

telnau et Dano durent finalement partir sans avoir rien obtenu.

L'aide de camp de Napoléon fut, après cet échec, surtout très irrité contre Bazaine, qu'il croyait avoir intrigué derrière son dos, pour que Maximilien restât. Dano expliquait cette attitude de Bazaine par ses intérêts personnels, qui lui faisaient désirer de rester aussi longtemps que possible au Mexique à cause de sa jeune femme. Ceci ne pouvait naturellement pas être de longue durée si l'empereur abdiquait. Mais au lieu d'aller chez Bazaine, qui aurait expliqué l'affaire par les télégrammes de Pierron, lequel, tout en ayant peut-être les meilleures intentions du monde, donnait étourdimement des conseils très dangereux, il préféra envoyer à Napoléon un rapport très irrité sur le compte de Bazaine. Des intrigues très basses survinrent parmi les chefs de l'intervention française. Douay intriguait contre Bazaine et celui-ci contre Castelnau. Dano était une fois pour et une autre fois contre Bazaine. C'était un jeu très peu édifiant, mais Napoléon en était la cause principale, parce que l'envoi de Castelnau devait nécessairement donner lieu à de tels malentendus.

Bazaine fit surveiller Castelnau, et c'est ainsi qu'une ordonnance trouva « par hasard », en balayant, le brouillon du rapport de Castelnau à Napoléon sur le double jeu de Bazaine (1) et le remit au maréchal.

Bazaine se défendit avec indignation contre les accusations de Castelnau dans ses rapports à Paris et demanda d'être mis en disponibilité. Le nouveau ministre de la Guerre, maréchal Niel, le tranquillisa avec peine. Mais ceci avait été nécessaire, car dans ce brouillon que Bazaine avait lu, Castelnau écrivait, qu'en face de la situation il s'était demandé s'il ne devait pas enlever le commandement à Bazaine. Il en était finalement revenu pour éviter un éclat. Des malentendus de toute sorte et le défaut des deux généraux, de ne pas parler franchement l'un avec l'autre, amenèrent ces complications perpétuelles.

Maximilien écrivit au capitaine Pierron qu'il n'avait pas beaucoup d'espoir que le verdict de l'Assemblée nationale pût lui être favorable. Il écrivait ceci, tout comme il l'avait

(1) GAULOT, II, p. 451.

dit à Castelnau, mais il espérait le contraire. Pierron lui répondit (1) par les mots du poète :

*Suave mare magno, turbantibus æquora ventis,
E terra magnum alterius spectare laborem :
Non quia vexari quemquam est jucunda voluptas,
Sed quibus ipse malis careas quia cernere suave est* (2).

paroles que l'empereur pourrait murmurer une fois à Miramar, aux bords de la bleue Adriatique, lorsqu'il songerait à son passé à la vue de la mer, éternellement changeante, mais éternellement la même.

Ceci devait évidemment consoler Maximilien de son peu d'espérance dans la décision de l'Assemblée nationale. Pierron n'était pas l'homme capable de servir d'appui à Maximilien. Il conseillait tantôt ceci, tantôt cela, sans avoir toujours complètement approfondi la situation. Il rapportait aussi des nouvelles peu authentiques, sans s'assurer préalablement s'il rapportait du faux ou du vrai. Dans des temps si critiques, ceci devait avoir les suites les plus désastreuses pour Maximilien, si facile à influencer. Mais la principale faute était et resta, que l'empereur demandait toujours conseil aux autres et qu'il suivait ensuite ses idées.

Maximilien se décida alors de retourner dans la capitale, mais il ne voulait pas aller à sa résidence de Chapultepec, d'ailleurs dépouillée de tout ce qui appartenait à l'empereur, parce que la pensée lui était terrible, qu'il serait peut-être bientôt obligé de quitter le palais par une porte, tandis que le nouveau président entrerait par l'autre.

Après un séjour de quinze jours à Puebla, où les conservateurs lui présentèrent encore un plan des finances tout à fait utopique, Maximilien, escorté de 1 000 hommes de hussards autrichiens et de gendarmerie mexicaine, se mit en route

(1) Pierron à l'empereur Maximilien, 31 décembre 1866. Vienne, Archives de l'État.

(2) Qu'il est doux, quand les flots irrités tourmentent le navire,
Qu'il est doux de contempler de la terre ferme les inquiétudes du
[canotier.

Ce n'est pas que ce malheur d'autrui soit pour nous une volupté,
Non, mais il est doux de savoir à quels périls on a pu échapper.

pour Mexico. Dans le petit endroit de Ayotla, van der Smissen (1) apparut devant le monarque. Maximilien savait déjà que cet officier avait également résolu de l'abandonner avec la légion belge et il se rappela sa lettre optimiste du 19 septembre, qui avait bientôt trouvé un si triste démenti. Il reçut donc le colonel très froidement et n'écouta pas ses prières de renoncer à un combat sans espoir qui ne pouvait finalement que le mener à une catastrophe. L'empereur pensa que le colonel parlait ainsi pour mieux voiler sa désertion. Le retour dans sa patrie aurait été plus facile pour le commandant de la légion belge, si Maximilien avait fait de même, surtout du fait que le commandant des Autrichiens, le colonel de Kodolitsch, était résolu de rester auprès de l'empereur. L'empereur répondit au Belge qu'il devait suivre sa destinée. La conversation avait eu lieu en espagnol, Maximilien évita dans la suite d'employer même la langue des Français.

Le général Marquez vint à sa rencontre avec mille hommes jusqu'à Rio Frio. Dans la Hazienda de la Teja, à un kilomètre de Mexico et seulement à quelques cents pas de Chapultepec, Maximilien s'installa dans une maison de campagne très simple appartenant à un Suisse immigré. Là il reçut la visite de Bazaine. En termes graves et qui faisaient entrevoir une vraie compassion, le maréchal représenta à l'empereur que maintenant que Napoléon avait donné ordre de rapatrier toutes les troupes, il ne lui restait plus aucun espoir. L'empereur ne devait pas attendre le dernier moment pour se retirer. Maximilien déclara qu'il ne se faisait plus aucune illusion, il croyait lui-même que les conservateurs l'avaient trompé et qu'il ne serait pas possible de convoquer un congrès national, mais il fallait d'abord qu'il en eût l'assurance, ensuite il ne tarderait pas à se retirer. Seulement il ne voulait pas avoir l'air de jeter ses armes et de fuir (2). Maximilien ne voulait pas s'avouer que tout ceci n'était que des mots, qu'il restait, bien qu'il eût vu clair dans le jeu des conservateurs, parce qu'il ne pouvait pas se séparer de la couronne.

Le baron de Lago reçut la nouvelle du retour à Mexico avec des remarques amères. Maintenant il devait également rester.

(1) Général VAN DER SMISSEN, *Souvenirs du Mexique*, p. 219.

(2) Castelnau, Rapport à Napoléon, OLLIVIER, IX, p. 121.

C'est pour cela qu'il rapportait que la capitale avait reçu l'empereur avec une indifférence froide et même avec une ironie mêlée d'amertume. Les conservateurs étaient maintenant persuadés d'avoir définitivement accaparé Maximilien. Au fond ils étaient tout aussi peu sympathiques à l'empereur que jamais. Les idées libérales et philanthropiques vivaient toujours en lui. Il ne s'était jeté dans les bras des conservateurs que poussé par la force des événements. Ils le savaient très bien et partant ils étaient toujours remplis de méfiance. Mais pour le moment ils étaient obligés de procurer les moyens promis.

Les partisans des trois généraux Miramon, Marquez et Mejia se groupèrent autour de leurs chefs. Les trois faibles détachements ainsi formés s'appelaient fièrement des corps d'armée. Le courageux colonel Khevenhüller forma un régiment de hussards, le lieutenant-colonel baron Hammerstein un régiment d'infanterie, le comte Wickenburg, un cavalier autrichien, organisa la gendarmerie.

Bientôt après, T. Murphy présenta à l'empereur une organisation de l'armée mexicaine en guerre, dans laquelle on prétendait que les trois corps avaient, le 13 janvier, environ 1 913 officiers, 29 663 hommes, 6 691 chevaux et 10 batteries et demie. Tout comme le projet des finances devait faire croire à l'empereur que le budget serait stabilisé en quelques semaines, ce bout de papier devait lui donner l'impression d'une imposante force armée, qui était à sa disposition. On disait en même temps que les forces régulières des dissidents, en tant qu'ils n'étaient pas désorganisés par l'anarchie, pouvaient être évaluées à 34 500 hommes. On ne pouvait plus compter sur les Français ni sur les deux corps de volontaires. Maintenant l'empire reposait vraiment uniquement sur ses propres forces. Suivant l'ordre de son chef suprême, l'influence de Pierron sur l'empereur cessa également. Le 8 janvier, il écrivit à Maximilien qu'il ne s'occupait plus de politique (1). Cet homme disparut aussi de la scène. D'autres le remplacèrent.

L'empereur n'était pas encore tout à fait remis et ne put pas assister le 7 janvier à un conseil des ministres à cause de

(1) Pierron à l'empereur Maximilien, 8 janvier 1867. Vienne, Archives de l'État.

la fièvre. En même temps, l'idée de sa femme devenue folle le tourmentait. Mais tout à coup arriva un télégramme de Vienne par New-Orléans, disant que l'impératrice Charlotte était complètement guérie physiquement et moralement. On apporta tout de suite cette bonne nouvelle à l'empereur, mais le démenti suivit immédiatement. Les nerfs de l'empereur étaient soumis à une nouvelle épreuve.

La princesse Josepha Iturbide, tante du petit Iturbide, qui était destiné à la succession au trône, et habitait toujours au palais de Mexico, suivait le cours des événements avec anxiété. A différentes reprises elle s'était adressée par écrit pour les questions d'argent au père Fischer (1), avait demandé des nouvelles de la santé de l'empereur et exprimé l'espoir « que Maximilien se débarrasserait des sycophantes de son entourage et resterait à son poste ». Mais sa confiance tomba, lorsque les Français prirent leurs dispositions pour quitter définitivement le pays, et elle commença à s'occuper de son départ pour l'Europe (2). Une personne après l'autre quittait le vaisseau qui coulait.

Entre temps Bazaine avait reçu des ordres plus détaillés de Napoléon (3), disant qu'il fallait, si possible, arriver à faire abdiquer Maximilien, rapatrier les troupes et préparer un nouveau gouvernement de concert avec les États-Unis, en excluant Juarez. En outre, Napoléon désirait quitter le Mexique aussitôt qu'il serait possible en sauvegardant sa dignité et les intérêts financiers de la France. Après avoir reçu le rapport de Castelnau, sur son intervention inutile à Orizaba, Napoléon télégraphia encore qu'on ne devait pas forcer Maximilien à abdiquer (4), mais qu'il ne fallait pas pour cela aucunement ralentir le départ des troupes.

Petit à petit, Maximilien avait reconnu que le projet de convoquer une Assemblée nationale, comme il avait été conçu d'abord, n'était pas exécutable. Elle devait réunir tous les partis, mais les ennemis des conservateurs n'en voulaient

(1) Ainsi le 12 novembre 1866, le 9 janvier 1867 et le 12 janvier 1867. Vienne, Archives de l'État.

(2) Lettres de Josepha Iturbide au père Fischer, du 22 et du 28 janvier 1867. Vienne, Archives de l'État.

(3) Voir SCHMIT DE TAVERA, II, p. 204.

(4) Télégramme du 10 janvier 1867. Voir GAULOT, II, p. 477.

rien savoir et même les autres partis regardaient également ce projet de l'empereur comme une chose qui leur était incommode. Mais comme Maximilien ne voulait pas céder, il fit convoquer à Mexico une « Junte » à laquelle n'assistèrent de nouveau que le ministère et des notables conservateurs, dont la décision était assurée d'avance. Bazaine y développa ses vues (1) : l'empire était devenu impossible, les troupes impériales passeraient à l'ennemi ou succomberaient. Maximilien, de la sorte, ne faisait que déchoir au rang d'un chef de parti et il serait préférable pour sa gloire et sa sauvegarde qu'il remit le pouvoir entre les mains de la nation. Marquez déclara, par contre, que si la situation militaire avait empiré et si Zacatecas, Aguascalientes, Guadalajara et San-Luis avaient été pris, on le devait uniquement à l'indécision qui suivit la nouvelle de l'abdication prochaine de l'empereur et non parce que les juaristes avait vaincu les troupes impériales. La situation était difficile, il est vrai, mais elle n'était pas désespérée, ces endroits pouvaient être reconquis facilement.

Après que les ministres des Finances et de la Guerre eurent donné leurs chiffres optimistes et illusoire, 17 membres de la Junte, de 33 qui étaient présents, parmi eux le père Fischer, votèrent que l'empereur devait rester, huit membres s'abstinrent. On pouvait donc dire à Maximilien que la Junte avait décidé qu'il devait rester. L'empereur accepta cette décision sans conditions, car elle était conforme à ses désirs.

Bazaine quitta l'assemblée extrêmement mécontent. Il ne pouvait se pardonner d'avoir accepté l'invitation d'assister à une telle comédie. Dans cette assemblée francophobe, il avait joué un rôle très désagréable. Le maréchal se disait que l'empereur voulait à tout prix sa propre perte. Eh bien, qu'il agisse selon sa volonté ! On ne pouvait pas l'empêcher de force, et les ordres de Napoléon disaient la même chose.

L'assemblée terminée, le président du Conseil, Lares, parut chez le baron de Lago et lui communiqua que l'empereur désirait connaître son avis, non comme diplomate, mais comme homme privé, sur le fait de savoir si étant donné une

(1) Cet exposé de Bazaine fut envoyé à l'empereur Maximilien le 16 janvier 1867. Vienne, Archives de l'État. Il a été déjà publié par SCHMIT DE TAVERA, II, p. 250.

situation aussi critique, il fallait rester, ou dans la négative sur ce qu'on pouvait faire. Lares était bien l'homme d'une telle mission. Il influença avant tout la réponse de Lago, en lui citant les vieux mensonges sur le chiffre élevé des troupes et l'argent dont on disposait. Lago s'en étonna et donna le conseil de tâcher de tenir avec des forces considérables la capitale et la ligne Mexico-Vera-Cruz, pour que l'empereur pût toujours se retirer vers la côte, tandis que Marquez, Miramon et Mejia combattraient les juaristes. La seconde condition devait être de s'assurer que les troupes de l'Union ne viendraient pas au Mexique après le départ des Français. Dans le cas où l'on quitterait le pays, il faudrait s'entendre avec Juarez à propos d'une amnistie générale. Lares rapporta les paroles de Lago à l'empereur et elles lui plurent tellement qu'il écrivit à Barandiaran à Vienne (1), qu'il se réjouissait de pouvoir constater, dans les derniers temps, que le baron de Lago commençait à se conduire avec plus de tact et de cordialité. Mais lorsque Lago demanda par l'intermédiaire du père Fischer, le 28 janvier, une audience privée, on la lui refusa. Les conservateurs et surtout Lares craignaient qu'il ne parvint à persuader l'empereur de quitter le pays, surtout parce que l'ambassadeur le désirait ardemment pour sa propre personne. Il fallait donc le tenir éloigné. Maximilien n'était plus qu'un prisonnier des conservateurs.

Maintenant qu'ils avaient vu que Bazaine était un danger pour leurs projets, ils travaillèrent par tous les moyens à envenimer autant que possible les relations entre lui et l'empereur et si possible amener une brouille complète entre les deux. Dans le journal *la Patria* parut un article qui insultait les autorités françaises. Bazaine interdit le journal et donna ordre d'arrêter le rédacteur et l'auteur de l'article. Le gouvernement mexicain protesta, parce que ceci était le privilège de l'empereur. Ensuite Marquez arrêta un Mexicain du nom de Garay, qu'il savait être au service de Bazaine. Le commandant français de la place ne pouvant obtenir sa libération, il arrêta le président de la police mexicaine. La chose fut également rapportée à l'empereur et naturellement considérablement exagérée.

(1) Empereur Maximilien à Barandiaran, 27 janvier 1867. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

Enfin, le 25 janvier, le ministère mexicain adressa une lettre à Bazaine dans laquelle on demandait quelle serait l'attitude des troupes françaises en cas d'une attaque éventuelle dirigée sur la capitale, puisque dans les derniers temps, par exemple lors de l'attaque de Texcoco, on n'avait eu aucun appui de la part des Français. On faisait appel en même temps à une lettre de Bazaine du 7 novembre, disant que les troupes françaises, aussi longtemps qu'elles seraient au Mexique, maintiendraient l'ordre là où elles étaient. Le maréchal répondit qu'étant donné le ton de cette lettre, il ne voulait plus avoir aucune relation avec le ministère Lares. Il en fit aussi part à l'empereur dans une lettre, non sans l'avertir encore une fois que cette « fraction perfide » l'entraînait uniquement vers une ère de malheur la plus terrible. « Jusqu'au dernier moment, Sire, disait-il en terminant sa lettre, je serai toujours prêt à me rendre aux appels que Votre Majesté voudra bien m'adresser et toujours disposé à faire concorder mes efforts avec vos désirs (1). »

Le même soir la lettre fut retournée à Bazaine avec un écrit du père Fischer, disant que l'empereur lui avait donné ordre de dire au maréchal qu'il ne pouvait permettre que quelqu'un parlât en de tels termes de ses ministres. Si Bazaine ne retirait pas ses paroles, Sa Majesté n'aurait dorénavant plus de relations directes avec le maréchal (2).

Le plan des conservateurs avait réussi. Le père Fischer avait joué son rôle avec un succès diabolique, le dernier danger était éloigné. Maintenant Maximilien n'était plus qu'un jouet entre les mains des Lares, des Fischer, des Marquez et consorts. Entre temps le corps d'expédition français avait terminé sa concentration. Dans une sorte d'entente tacite avec les juaristes, elle put se faire presque partout sans difficultés. Des négociations du maréchal avec Riva Palacio avaient aussi amené une solution favorable de la question des prisonniers de guerre et du sort des Français qui voulaient quitter le pays. Les troupes françaises, d'un effectif d'environ 26 000 hommes, s'apprêtaient maintenant à évacuer définitivement le pays et avec eux la plupart des Autrichiens et des Belges.

(1) Bazaine à l'empereur Maximilien, Mexico, 28 janvier 1867. Copie, Vienne, Archives de l'État, publiée par SCHMIT DE TAVERA, II, p. 259.

(2) Voir GAULOT, II, p. 484.

Le 5 février, la garnison quitta la capitale avec le maréchal en tête. Maximilien ignora officiellement ce départ. Il avait également refusé l'audience demandée par Bazaine et se borna à observer, caché derrière un rideau, le passage des Français. On prétend qu'il aurait dit alors à son entourage : « Me voici enfin libre (1). » L'empereur fut seulement indigné de voir l'évêque accompagner le maréchal jusqu'aux portes de la ville, comme s'il était « son chapelain ». L'ecclésiastique renonça le même jour à sa dignité. Il voyait venir la tempête et chercha à se mettre en sûreté à temps.

Pendant ce temps continuait la lutte contre les juaristes, qui faisaient des progrès toujours plus grands. Miramon, persuadé que rien n'affirmerait plus la résolution de l'empereur à rester qu'un succès militaire, était fermement résolu d'en obtenir un. Étant donné les progrès de ses armées, Juarez était venu avec tout son appareil gouvernemental jusqu'à Zacatecas. Ses généraux avaient déjà remporté de grands succès. Escobedo dominait tout le nord, Porfirio Diaz commandait au sud et au sud-est, Corona Regules et Riva Palacio à l'ouest et au centre. Les troupes de ces généraux avançaient vers la capitale dans un mouvement concentrique. Les généraux Mendez et Mejia donnaient toujours du fil à retordre à l'ennemi et Marquez défendait Toluca avec succès.

Miramón résolut alors d'entreprendre avec ses forces armées, qui, par des enrôlements, étaient arrivées au chiffre de 4 000 hommes, un coup de main audacieux sur Zacatecas, pour s'emparer si possible de la personne de Juarez et donner ainsi aux républicains un coup mortel. Par une marche forcée et des dispositions adroites pendant l'attaque, l'ennemi, qui n'était pas très fort au point de vue militaire, fut complètement surpris. La garnison s'enfuit et avec elle Juarez, qui aurait presque été pris par la cavalerie qui le poursuivait, mais qui était trop fatiguée pour l'atteindre. L'empereur, après avoir reçu la nouvelle du succès de Miramon et appris qu'on avait presque réussi à faire prisonnier Juarez, adressa, le jour du départ des Français, une lettre au général, dans laquelle il lui donnait ordre de faire juger dans un tel cas le président et ses ministres, mais d'attendre son approbation

(1) MASSERAS, p. 157.

avant de faire exécuter la sentence (1). Malheureusement cet ordre tomba entre les mains des juaristes. Maximilien, lorsqu'il signa ce document, était pour un moment, de nouveau bercé par des rêves illusoire. Peut-être que tout de même tout irait bien. Les Français avaient à peine quitté le pays qu'il y avait déjà des succès au point de vue militaire. Il se réjouissait déjà de pouvoir rapporter ceci plein de fierté à sa famille à Vienne, de laquelle il venait justement de recevoir des nouvelles plus détaillées. Sa mère, l'archiduchesse Sophie, lui avait écrit, avait encouragé son fils dans sa résolution de rester et lui avait donné des nouvelles de la malheureuse impératrice.

« Ta pauvre Charlotte, disait la lettre (2), m'a écrit une lettre si jolie, pleine d'affection et tout à fait raisonnable. Elle y exprime le grand plaisir que lui ont procuré les cadeaux que papa et moi avons fait mettre dans sa chambre la veille de Noël, et on dit qu'elle aurait aussi manifesté sa joie. Je ne puis qu'approuver ta résolution de rester au Mexique malgré ton désir si naturel de voir Charlotte (3). Car ainsi tu as évité l'apparence d'avoir été forcé de partir, une chose à laquelle tu ne te serais, *de facto*, jamais décidé, puisque tu étais, comme Herzfeld me le dit, résolu de remettre, en cas de nécessité, ton abdication entre les mains de la nation. Et maintenant que tant d'amour, de sympathie, d'approbation et peut-être aussi un peu la peur de l'anarchie, qui suivrait ton départ, te retiennent dans ton pays, je ne puis que m'en réjouir et souhaiter de tout mon cœur que les riches du pays rendent possible que tu restes et persévères dans ta tâche. Les journaux du jour disent que Campbell Sherman, envoyé par les États-Unis, n'a pas trouvé au Mexique les grandes sympathies pour Juarez auxquelles ils s'étaient attendus, mais qu'au contraire beaucoup de partis se combattaient mutuellement. Ici beaucoup s'intéressent à ta position, que tu as si bien su maintenir malgré tous les obstacles et attendent avec anxiété les nouvelles des journaux.

« Gustave Saxe-Weimar a dîné chez nous hier et, lorsque je

(1) Voir E. LEFÈVRE, II, p. 293.

(2) Archiduchesse Sophie à l'empereur Maximilien, copie. Vienne, 9 janvier 1867. Vienne, Archives de l'État.

(3) En réalité cette idée effrayait Maximilien et il craignait de revoir Charlotte.

lui adressai la parole, il me dit avec un entrain cordial qui me fit beaucoup de plaisir : « Je dois dire à Votre Altesse Impériale que je trouve l'empereur Maximilien admirable et je suis aussi persuadé qu'il pourra se maintenir au Mexique ; j'ai parié une grosse somme qu'il y serait encore au mois de mai !

« Le 26 décembre, papa et moi avions, pour la première fois, réuni autour de nous tout à fait en famille nos quatre petits-enfants avec leurs parents et Giovanni pour la fête de Noël. Gisela et Rodolphe (1) s'étaient déjà réjouis longtemps à l'avance de recevoir leurs cadeaux ensemble avec leurs petits cousins qu'ils aiment énormément. Ils étaient aussi très gentils avec eux et leur ont apporté des objets qu'ils avaient enlevés de leur grand arbre de Noël. L'empereur, qui sait si bien s'y prendre avec les petits-enfants, berçait le gros Otto (2) dans un traîneau qu'on peut aussi tirer. Rodolphe y traîna le petit avec grand entrain. Franz (3) choisit la meilleure part s'assit sur un des canapés à côté de Sisi (4), jasa et joua avec elle. La beauté est un aimant pour les petits garçons comme pour les hommes, tandis qu'en général les petites filles ne s'en soucient guère.

« Le dimanche suivant, lorsque tous nos enfants et petits-enfants, excepté Otto, étaient réunis chez nous, pendant le déjeuner et après le déjeuner, la musique de ta pendule d'Olmütz joua, et ceci me semblait comme si tu nous envoyais de loin ton salut dans notre cercle de famille.

« Les larmes m'en vinrent aux yeux. L'empereur les remarqua et je crois qu'il en devina la cause, car il se détourna vite. Et malgré tout je dois souhaiter maintenant que tu restes au Mexique aussi longtemps que possible et que tu puisses le faire avec honneur.

« Adieu, mon Maximilien bien-aimé, tous nous t'embrassons cordialement et t'envoyons nos vœux chaleureux pour la nouvelle année. »

(1) Enfants de l'empereur François-Joseph.

(2) Le fils de l'archiduc Charles-Louis, âgé alors d'un an et demi, plus tard père de l'empereur Charles.

(3) L'archiduc Franz-Ferdinand, plus tard le dauphin, alors âgé de trois ans.

(4) C'est ainsi qu'on nommait l'impératrice Élisabeth dans le cercle intime de la famille.

L'archiduc Charles-Louis avait également écrit le même jour une lettre à Maximilien (1), dans laquelle on pouvait lire ces paroles : « Tu as bien fait de te laisser persuader de rester malgré les douleurs énormes qui t'accablent. Reste et persévère aussi longtemps que possible dans ta position. »

C'était la conséquence de la conduite de l'empereur Maximilien qui s'était toujours efforcé de tromper sa famille à Vienne sur la vraie situation au Mexique et lui avait fait voir le mirage d'un empire grand et puissant de la hauteur du trône duquel on pouvait regarder avec compassion les monarchies arriérées et décadentes de la vieille Europe. Ces lettres et les conseils qu'elles contenaient sont la preuve que la situation au Mexique était complètement inconnue à leurs auteurs et jamais le cœur d'une mère n'aurait pu donner un tel conseil, si elle n'avait pas été trompée durant toutes ces années par le fils lui-même sur la gravité de la situation. Une providence bienfaitrice a fait que les hommes ne puissent pas regarder dans l'avenir. Quels changements terribles allaient se produire dans le cercle idyllique, décrit dans la lettre de l'archiduchesse Sophie ! L'empereur Maximilien fut la première victime ; l'année 1867, pour laquelle on lui avait exprimé tant de vœux, devait lui être funeste. Et le dauphin Rodolphe et l'impératrice Élisabeth et l'archiduc François-Ferdinand, tous devaient être frappés par le sort, par des coups, tous plus terribles les uns que les autres. On dirait que le destin a voulu compenser ainsi d'avoir amené la maison des Habsbourgs sur le sommet de la vie par le sort tragique de chacun de ses membres en particulier.

Une mauvaise nouvelle arracha l'empereur à ses rêves, dans lesquels les lettres de sa famille l'avaient plongé. Le général Escobedo, que Miramon, en s'avancant vers Zacatecas, avait contourné par une marche de flanc audacieuse, l'avait attaqué, quelques jours après son succès, le 1^{er} février, près de la Hazienda San-Jacinto. Cette fois ce fut le tour des soldats de Miramon de se sauver dans une fuite éperdue. Escobedo s'empara de 22 canons et de la caisse de guerre impériale,

(1) L'archiduc Charles-Louis à l'empereur Maximilien, 9 janvier 1867. Cette lettre, comme celle de l'archiduchesse Sophie, furent remises en copie au docteur Kaska par le père Fischer. Vienne, Archives de l'État.

et fit 1 500 prisonniers, parmi eux 101 Européens, presque tous Français, et le frère de Miramon, gravement blessé.

Juarez avait donné ordre de procéder d'une façon cruelle contre tous les adhérents de l'empereur, dans l'intention bien calculée d'effrayer par là ses partisans et de les amener à le quitter. Sous prétexte que les Français restés au Mexique après le départ du corps d'expédition étaient des flibustiers, Escobedo fit fusiller les 101 prisonniers. Le frère de Miramon fut également, malgré ses deux pieds fracassés, traîné sur une chaise et fusillé à la lueur d'une chandelle. Tout ceci n'était rien que de la cruauté bien calculée, qui ne manqua pas de faire son effet.

Ce n'est qu'avec peine que Miramon se sauva, avec le reste de ses troupes, à Queretaro. La garnison impériale de Toluca, qui avait été rappelée par Marquez, fut également attaquée par les juaristes près de « Monte de las Cruces » et subit de graves pertes. Et pour comble arrivait encore la nouvelle que Mejia était malade.

Étant données les espérances que Maximilien avait fondées sur le talent de ses généraux et l'action de son armée, ces nouvelles ne pouvaient manquer de l'arracher à toutes ses illusions et de le laisser dans un état de dépression complète. De toutes les promesses qu'on lui avait faites, aucune n'était tenue. Il ne vit pas d'argent, au point de vue militaire tout allait mal et il n'était plus du tout question du congrès national. Le père Fischer surtout sentit la méfiance de Maximilien ; où restait le concordat qu'il était censé avoir fait et qu'il ne fallait que signer formellement ? Maximilien n'avait pas non plus oublié le festin que le père Fischer avait donné à ses amis, la veille du départ pour Mexico, à Orizaba et où il avait bu tant de champagne qu'il en avait été malade le jour suivant et n'avait pas pu entreprendre le voyage. L'influence de Fischer commençait à baisser, son heure venait comme celle de tous ses prédécesseurs.

A Lares Maximilien parla tout à fait franchement et lui exposa clairement que la situation actuelle était sans espoir (1).

(1) Empereur Maximilien à Lares, 9 février 1867. Vienne, Archives de l'État. Lettre souvent publiée, par exemple par MASSERAS, p. 162. SCHMIT DE TAVERA, GAULOT, etc.

La confiance dans les généraux fut gravement déçue par les derniers événements. Pas trace de paix, partout la guerre civile s'éveillait de nouveau, les finances devaient être relevées à l'aide de mesures vexatoires les plus odieuses, l'empire n'avait ni force morale, ni force matérielle. L'armée libérale, par contre, était forte dans l'idée de combattre pour l'indépendance du Mexique. Un congrès national ne pouvait plus être convoqué, Lares devait, libre de tout intérêt personnel ou politique, conseiller une décision capable de terminer d'un coup tous les maux. S'adresser à Lares, c'eût été faire du loup un berger. Le moment était venu où personne ne pouvait décider pour l'empereur, même pas l'ami le plus dévoué.

Lares, et le conseil des ministres qu'il avait convoqué, voyaient eux-mêmes qu'il n'y avait pas moyen de maintenir l'empire. Ils s'efforcèrent donc uniquement de sauvegarder les intérêts de leur parti et ceux du clergé, et Maximilien devait les assurer par des négociations directes avec Juarez. Il fallait surtout sauver les intérêts matériels, obtenir le droit de vote pour le clergé, enfin une amnistie générale pour tous les partisans de l'empire. Mais ceci ne pouvait avoir du succès que si l'empereur incarnait une puissance avec laquelle on daignait encore entrer en négociations. Et voilà pourquoi Maximilien devait se mettre dans une ville très fidèle à l'empire, par exemple Queretaro, à la tête de ses généraux fidèles et d'autant de troupes que possible, faire cesser le manque d'entente entre les chefs subalternes en prenant lui-même le commandement, et devenir ainsi un facteur qu'il fallait encore estimer (1). Il se fit également entendre des voix, qui firent comprendre à l'empereur que le moment était venu où il devait monter à cheval, déployer ses talents de chef d'armée et montrer par le courage et par la force que là où Bazaine avait échoué et où personne ne savait plus que faire, sa personnalité pouvait encore se rendre maîtresse de la situation. Van der Smissen et Pierron avaient, dans le temps, déjà parlé d'une façon semblable. L'esprit romantique et ambitieux de Maximilien fut frappé par ces arguments, il se montra prêt à

(1) Lares à l'empereur Maximilien, 10 février 1867. Vienne, Archives de l'État. MASSERAS, p. 166.

suivre ce chemin, tout en ayant encore toujours dans son cœur le désir d'arriver à une entente avec l'ennemi. Ainsi l'empereur se décida d'aller à Queretaro avec des sentiments très mêlés.

La question de savoir si l'empereur resterait au pays était une question de vie pour les conservateurs. Bien qu'ils vissent que les jours de leur domination étaient comptés, ils cherchaient à sauver pour eux ce qu'il y avait encore à sauver. L'empereur leur était absolument nécessaire pour protéger leur retraite et obtenir des conditions aussi favorables que possible. Si l'empereur faisait défaut et avec lui la force armée qui l'entourait encore, il n'y avait plus aucune raison pour Juarez de faire des concessions, et on savait qu'il procéderait contre le parti vaincu d'une façon très énergique et même cruelle et brutale. Voilà pourquoi Lares et ses partisans tâchaient de retenir l'empereur au Mexique. Mais les conservateurs ne voulaient pas qu'il restât plus longtemps dans la capitale, car ils savaient très bien que tous les Européens, surtout les braves chefs des nouveaux régiments, le baron Hammerstein et le comte Khevenhüller, ainsi que la plupart des ambassadeurs, qui n'avaient pas à craindre les représailles de Juarez en cas d'abdication, persuaderaient tous à l'empereur que cela ne pouvait pas durer ainsi et qu'il devait quitter le pays. Déjà le père Fischer, organe puissant des conservateurs dans l'entourage de l'empereur, était tombé en disgrâce. Il fallait donc que l'empereur partît au plus vite. On savait fort bien que le régiment de hussards de Khevenhüller et l'infanterie de Hammerstein n'étaient pas encore organisés, mais on pressait pourtant l'empereur de partir de suite.

C'est avec intention qu'on lui persuada qu'il fallait, maintenant qu'il était le souverain libre du Mexique, que les troupes nationales fussent préférées aux troupes étrangères, ceci ferait partout une bonne impression. De même son entourage ne devait être formé autant que possible que de Mexicains. Les conservateurs faisaient par là coup double : d'un côté on éloignait de l'empereur presque toute influence de la part des Européens, — un seul, le docteur Basch, devait aller avec lui à Queretaro, — et d'un autre côté on gardait les bonnes troupes étrangères pour sa propre sauvegarde à Mexico, car on était dès l'abord fermement résolu d'empêcher qu'elles se rendissent